

Overwegende dat vastleggingskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 51.04 van programma 06 van de organisatieafdeling van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2018, om het tekort aan kredieten op deze basisallocatie op te vullen,

Besluiten :

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 5.500 duizend EUR overgedragen van programma 02 van organisatieafdeling 18 naar programma 06 van dezelfde organisatieafdeling.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van de programma's 02 en 06 van organisatieafdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2018 wordt gewijzigd als volgt:
(duizend EUR)

Basisallocatie	Initieel krediet na 1 aanpassing en overdrachtsbesluiten		Overdracht		Aangepast krediet	
	VAK	VEK	VAK	VEK	VAK	VEK
OA 1851.02.02	13.000	11.200	- 2.800	-	10.200	11.200
OA 1851.03.02	25.000	18.355	- 2.700	-	22.300	18.355
OA 1851.04.06	75.129	69.551	+ 5.500	-	80.629	69.551

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar het Waalse Parlement, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, de Kanselarij van de Waalse Overheidsdienst en het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie.

Art. 4. De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 november 2018.

P.-Y. JEHOLET

J.-L. CRUCKE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200781]

13 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément des personnes effectuant un forage ou un équipement de puits destiné à une future prise d'eau souterraine, à l'installation de sondes géothermiques, à la reconnaissance géologique, à la prospection, à l'implantation de piézomètres et modifiant divers arrêtés

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 3, alinéa 4;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, constituant le Code de l'Eau, l'article D.167bis, alinéa 2, inséré par le décret du 27 octobre 2011;

Vu le décret du 27 octobre 2011 modifiant divers décrets concernant les compétences de la Wallonie, l'article 111, 5°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives au forage et à l'équipement de puits destinés à une future prise d'eau souterraine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le rapport du 28 mai 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 12 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du pôle « Environnement », donné le 28 août 2018;

Considérant que la rubrique 74.30.03 de l'annexe I^{ère} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées vise notamment le forage et l'équipement de puits de piézomètre;

Considérant que la notion de piézomètre visée par cette rubrique doit être définie en vue d'éviter diverses interprétations;

Considérant qu'il s'agit de forage équipé donnant accès à une nappe d'eau souterraine, non exploité en tant que prise d'eau souterraine et non exploité pour la recharge artificielle, dans lequel le niveau, en hauteur ou profondeur, de la surface d'eau libre ou la charge piézométrique correspondante, ou la pression en cas d'artésianisme, est mesuré à l'aide d'un appareil, notamment d'une sonde manuelle, d'une sonde pressiométrique, d'un limnigraphe, d'un manomètre, ou dans lequel un échantillon d'eau souterraine est prélevé pour analyse, notamment physique, chimique, microbiologique, isotopique;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau*

Article 1^{er}. Dans la partie II, Titre VII, chapitre III de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, il est inséré une section 5, comportant les articles R.187ter-1 à R.187ter-18, rédigée comme suit :

" Section 5 - Agrément des foreurs

Sous-section 1. — Généralités

Art. R.187ter-1. Pour l'application de la présente section, l'on entend par :

1° Administration : le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

2° Domaine d'activités de forage: le forage et l'équipement de puits destiné soit à :

- a) une future prise d'eau souterraine;
- b) l'installation de sondes géothermiques;
- c) la reconnaissance géologique et la prospection;
- d) l'implantation de piézomètres;

3° directeur général: le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

4° délégué: l'inspecteur général du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

5° Ministre : le Ministre de l'Environnement;

6° Piézomètre: le forage équipé donnant accès à une nappe d'eau souterraine, non exploité en tant que prise d'eau souterraine et non exploité pour la recharge artificielle, dans lequel le niveau, en hauteur ou profondeur, de la surface d'eau libre ou la charge piézométrique correspondante, ou la pression en cas d'artésianisme, est mesuré à l'aide d'un appareil, notamment une sonde manuelle, une sonde pressiométrique, un limnigraphe, un manomètre, ou dans lequel un échantillon d'eau souterraine est prélevé pour analyse, notamment physique, chimique, microbiologique, isotopique.

Art. R.187ter-2. Le directeur général statue sur toute demande, modification, suspension ou retrait d'agrément visés par la présente section.

Sous-section 2. — Conditions d'agrément

Art. R.187ter-3. L'octroi de l'agrément pour un ou des domaines d'activités de forage est subordonné aux conditions suivantes :

1° pour les personnes physiques et morales :

a) ne pas avoir encouru une condamnation antérieure produisant encore des effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction visée à l'article D.138, alinéa 1^{er}, 7°, 8°, 9° et 12°, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement ou à toute infraction de même nature visée par une législation équivalente d'une autre région ou d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'une partie à l'accord sur l'Espace économique européen;

b) ne pas se trouver dans une situation susceptible de compromettre son objectivité et exercer ses missions en toute indépendance vis-à-vis de ses clients;

c) disposer du matériel et des moyens techniques nécessaires pour assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis;

d) disposer des capacités financières et disposer de ressources humaines permettant d'assurer les activités pour lesquelles l'agrément est demandé;

e) être couvert par un contrat d'assurance ou s'engager à souscrire un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des activités pour lesquelles l'agrément est demandé;

f) ne pas avoir fait l'objet d'un retrait d'agrément dans les trois ans précédant la demande d'agrément;

g) envoyer immédiatement à l'Administration, tout changement concernant sa demande d'agrément;

h) s'engager à respecter les conditions d'usage de l'agrément visées à l'article R.187ter-4;

2° pour les personnes physiques :

a) être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'une partie à l'accord sur l'Espace économique européen;

b) ne pas avoir été privé de ses droits civils et politiques;

3° pour les personnes morales et sociétés momentanées :

a) être constituée conformément à la législation belge ou à celle d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'une partie à l'accord sur l'Espace économique européen et avoir son administration principale ou son siège principal au sein de l'Union européenne, ou y avoir son siège social, à condition que ses activités aient un lien réel et durable avec l'économie d'un Etat membre de l'Union européenne;

b) compter parmi ses administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société, uniquement des personnes qui satisfont aux conditions prévues au 1°, a) et b), et 2°, b).

Le matériel et les moyens techniques visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, c) indiqués dans la demande d'agrément permettent de déterminer si le demandeur dispose en propre, ou contractuellement par voie de sous-traitances en remplacement d'un matériel temporairement défectueux, des moyens nécessaires pour réaliser le travail de terrain tel que la réalisation du forage, la mise en place de piézomètres, de puits. Ces indications permettent d'apprécier le domaine d'activité pour lequel l'agrément est demandé et les compétences requises pour la conduite et la manipulation des engins de chantier.

Les ressources humaines de l'entreprise visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o, d), permettent au demandeur de disposer de compétences techniques propres à l'exécution d'un forage dans le domaine d'activité de forage spécifique pour lequel l'agrément est demandé et, particulièrement, de l'aptitude à conduire et à manipuler les engins utilisés. Ces compétences sont attestées soit :

1^o par un titre de formation professionnelle pour le domaine d'activité de forage envisagé;

2^o par l'indication d'au moins cinq références de forage pour le domaine d'activité concerné dans les deux années qui précèdent la demande d'agrément.

L'expérience professionnelle est établie par un curriculum vitae, une liste de références ou la description de l'expérience pertinente acquise, par exemple dans le cadre d'un agrément semblable délivré par les autorités compétentes d'une autre région ou d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

Le Ministre ou son délégué évalue si les personnes proposées par le demandeur disposent de la connaissance ou de l'expérience professionnelle exigée compte tenu des aspects techniques et environnementaux acquis dans le cadre de la formation ou de l'expérience professionnelle. Le Ministre peut notamment interroger les autorités compétentes d'une autre région ou d'un Etat membre de l'Union européenne.

Art. R.187^{ter}-4. Pendant toute la durée de l'agrément, le titulaire de l'agrément :

1^o effectue des opérations relatives au forage dûment déclarées ou autorisées en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et, le cas échéant, du décret du 10 juillet 2013 relatif au stockage géologique de dioxyde de carbone ou en vertu de l'article 63 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols ou de l'article 67 du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;

2^o réalise les travaux visés au 1^o conformément aux conditions sectorielles, aux conditions intégrales arrêtées en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et, le cas échéant, aux conditions particulières prévues dans le permis d'environnement ou le permis unique et, le cas échéant, conformément aux conditions définies dans le permis d'exploration ou le permis de stockage, conformément au décret du 10 juillet 2013 relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone ou le projet d'assainissement tel qu'approuvé conformément à l'article 63 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols ou à l'article 67 du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;

3^o envoie à l'Administration, préalablement au début du chantier de forage et au minimum deux jours ouvrables à l'avance, la date de début des travaux, au moyen du formulaire arrêté par le Ministre;

4^o décrit les travaux réalisés dans un journal des travaux sur le lieu d'exploitation du forage dans lequel sont consignés :

a) l'identification et l'adresse de l'entreprise de forage et, le cas échéant, du bureau d'études;

b) les renseignements journaliers permettant d'établir par ordre chronologique l'état d'avancement des travaux et la profondeur atteinte; avec indication au minimum de la nature et de la profondeur des différents terrains rencontrés, de la profondeur et du débit des venues d'eau, de la profondeur des pertes éventuelles de fluides de forage, de la profondeur et des caractéristiques des différents équipements;

c) les caractéristiques du forage et des équipements du puits, les méthodes ou techniques, les diamètres de forage, la nature des fluides de forage, les caractéristiques des tubes de soutènement, la nature et les diamètres intérieurs et extérieurs des tubes en place, la position et l'ouverture des crépines, la nature et les caractéristiques des matériaux placés dans les espaces annulaires, le volume et la densité du coulis de cimentation injecté;

d) le cas échéant, la date et la description des difficultés et anomalies éventuellement rencontrées au cours des travaux, des opérations spéciales réalisées dans le puits, notamment le nettoyage, le développement;

e) à la fin des travaux de forage, la profondeur du niveau statique de la nappe, la date et le repère de mesure;

f) les résultats des pompages d'essai lorsqu'ils sont réalisés par le foreur en vertu d'un permis d'environnement;

g) le compte rendu des travaux de comblement en cas de puits abandonné;

5^o établit un rapport de fin de travaux destiné au déclarant ou au titulaire de l'autorisation comportant les informations, mentionnées à l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives au forage et à l'équipement de puits destinés à une future prise d'eau souterraine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, permettant à ce dernier de remplir ses obligations dans le délai requis;

6^o signale immédiatement à SOS Environnement-Nature tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines;

7^o conseille à son client les meilleures techniques disponibles en fonction de la destination de l'ouvrage, du contexte hydrogéologique et de la localisation des terrains à traverser;

8^o s'informe, et informe le client des mesures de protection ou d'interdiction particulières applicables lorsque l'installation envisagée est située dans une zone de protection particulière ou une zone de prévention d'un captage et des risques éventuels liés au forage;

9^o ne rejette pas dans les eaux souterraines des polluants définis à l'article D.2, 66^o, du Livre II du Code de l'Environnement, constituant le Code de l'Eau;

10^o respecte les mesures de prévention ou de limitation de l'introduction de polluants dans les eaux souterraines telles que mentionnées à la section 4 du présent chapitre;

11^o se renseigne sur l'existence de conduites enterrées potentielles sur le site de forage envisagé.

Concernant le 3^o, par " jour ouvrable ", l'on entend tout jour, à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés légaux.

Les informations récoltées par l'Administration peuvent être utilisées par celle-ci en vue d'établir un cadastre du sous-sol.

Les résultats des pompages d'essai visés à l'alinéa 1^{er}, 4^o, f), sont envoyés à l'Administration.

L'accident ou incident visé à l'alinéa 1^{er}, 6^o, est, notamment, la mise en contact de deux aquifères souterrains, la perte d'outils ou de pièces de forage dans le tube de forage, le dégagement de gaz dans l'atmosphère.

Sous-section 3. — Procédure d'agrément

Art. R.187ter-5. La demande d'agrément est introduite par un envoi auprès du directeur général au moyen d'un formulaire établi par le Ministre.

Art. R.187ter-6. La demande d'agrément comporte :

1^o la dénomination et l'adresse du demandeur, le siège social s'il s'agit d'une personne morale et le siège d'exploitation éventuel;

2^o le cas échéant, copie de son numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises ou de son numéro d'immatriculation au registre de commerce ou professionnel;

3^o s'il s'agit d'une personne morale, les statuts publiés au *Moniteur belge* ou l'équivalent pour un autre pays ainsi que leurs modifications;

4^o l'identité des sous-traitants éventuels tels qu'envisagés à l'article R.187ter-3, alinéa 2 ;

5^o la liste et les caractéristiques du matériel utilisé pour effectuer les activités de forage;

6^o une déclaration sur l'honneur, datée et signée par le demandeur, que les renseignements exigés en vertu de la présente section sont exacts et que les éléments probants permettant d'établir que les conditions générales, particulières relatives à l'agrément qu'il sollicite sont remplies;

7^o une copie du contrat d'assurance visé à l'article R.187ter-3, 1^o, e);

8^o une déclaration sur l'honneur, datée et signée par le demandeur, qu'il s'engage à respecter les conditions visées aux articles R.187ter-3 à R.187ter-4;

9^o domaines d'activité de forage pour lesquels l'agrément est demandé.

Art. R.187ter-7. La demande d'agrément est incomplète s'il manque l'un des renseignements ou des documents mentionnés à l'article R.187ter-6.

La demande est irrecevable :

1^o si elle est introduite en violation de l'article R.187ter-17, § 1^{er} ;

2^o si le demandeur ne fournit pas les renseignements ou documents demandés dans le délai prévu à l'article R.187ter-8, § 2, alinéa 3.

Art. R.187ter-8. § 1^{er}. Le directeur général envoie un accusé de réception au demandeur d'agrément dans les dix jours ouvrables de la réception de sa demande.

Conformément à l'article 10 du décret du 10 décembre 2009 visant à transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, l'accusé de réception indique :

1^o la date à laquelle la demande a été reçue;

2^o le délai dans lequel la décision doit intervenir;

3^o les voies de recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter.

§ 2. Le directeur général envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet ou incomplet de la demande dans un délai de trente jours à dater de l'accusé de réception visé au paragraphe 1^{er}.

Si la demande est incomplète, le directeur général indique au demandeur par un envoi les renseignements et documents manquants.

Le demandeur envoie les compléments demandés au directeur général dans les trente jours à dater de l'accusé de réception de l'envoi visé à l'alinéa 1^{er}.

Dans les trente jours suivant la réception des compléments, le directeur général envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. Si le directeur général estime une seconde fois que la demande est incomplète, il la déclare irrecevable. Il en va de même lorsque le demandeur n'envoie pas les compléments demandés dans le délai prévu à l'alinéa 3.

Si la demande est irrecevable, le directeur général indique au demandeur, dans les conditions et délais prévus à l'alinéa 4, les motifs de l'irrecevabilité.

Art. R.187ter-9. § 1^{er}. Le directeur général envoie sa décision au demandeur dans les soixante jours à compter du jour où il a envoyé sa décision attestant le caractère recevable de la demande. Conformément à l'article 11 de la Directive 2006/123/CE du Parlement et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, le directeur général peut proroger de trente jours le délai pour prendre sa décision. Dans ce cas, il envoie sa décision et le délai de la prolongation avant l'expiration du délai initial.

La décision précise les voies de recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter.

§ 2. La décision accordant l'agrément mentionne :

1^o l'objet précis de l'agrément;

2^o les éléments actualisés permettant d'identifier le titulaire;

3^o les conditions visées aux articles R.187ter-3 et R.187ter-4.

Art. R.187ter-10. La décision d'agrément ou de renouvellement de cet agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Art. R.187ter-11. La liste des agréments est publiée sur le site internet de l'Administration.

Art. R.187ter-12. En cas de modification d'un des éléments indiqués dans la demande d'agrément conformément à l'article R.187ter-6, le titulaire de l'agrément en avise sans délai l'Administration par un envoi.

Sous-section 4. — Modification, suspension et retrait d'agrément

Art. R.187ter-13. L'agrément peut être modifié, retiré ou suspendu :

1^o s'il y a lieu, en cas de modification d'un des éléments indiqués dans la demande d'agrément conformément à l'article R.187ter-6 qui serait de nature à le justifier;

2^o lorsque les conditions visées aux articles R.187ter-3 et R.187ter-4 ne sont plus remplies;

3^o lorsque le titulaire de l'agrément fait obstacle au contrôle de ses activités par les agents chargés de la surveillance;

4° lorsque survient un danger grave pour la santé de l'homme ou un préjudice ou un risque de préjudice à l'environnement.

Art. 187ter-14. § 1^{er}. Dans les cas visés à l'article R.187ter-13, le directeur général avise le titulaire de l'agrément de la possibilité de modifier, suspendre ou retirer l'agrément octroyé. Le directeur général informe par courrier le titulaire de l'agrément :

1° des motifs qui justifient la mesure envisagée;

2° qu'il peut envoyer par écrit ses moyens de défense dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette information, et qu'il peut, à cette occasion, demander au directeur général la présentation orale de sa défense;

3° qu'il peut se faire assister ou représenter par un conseil;

4° qu'il peut consulter son dossier.

Le directeur général détermine, le cas échéant, le jour où le titulaire de l'agrément est invité à exposer oralement sa défense. L'audition peut être réalisée par le directeur général ou par son délégué.

§ 2. La décision de modification, de suspension ou de retrait de l'agrément est envoyée dans les nonante jours à compter de l'expiration du délai visé au paragraphe 1^{er}, 2°, ou à dater de la date d'audition, au titulaire de l'agrément.

§ 3. Le titulaire dont l'agrément a été modifié, retiré ou suspendu peut introduire un recours contre la décision visée au paragraphe 2. Ce recours est envoyé et instruit conformément à l'article R.187ter-16. Il n'est pas suspensif.

Art. R.187ter-15. Le directeur général ou son délégué exerce les pouvoirs prévus à la présente section soit de sa propre initiative, soit sur demande :

1° de l'agent chargé de la surveillance;

2° du titulaire de l'agrément.

Sous-section 5. — Recours

Art. R.187ter-16. § 1^{er}. Le demandeur d'agrément peut introduire un recours auprès du Ministre contre la décision visée aux articles R.187ter-7, alinéa 2, R.187ter-9 et R.187ter-14, § 2.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé au Ministre dans un délai de vingt jours à dater du jour de la réception de la décision ou de l'échéance endéans laquelle elle aurait dû intervenir.

Le demandeur ou le titulaire de l'agrément précise dans son recours s'il souhaite être entendu par le Ministre. Le Ministre peut déléguer l'audition du demandeur ou du titulaire de l'agrément à l'Administration.

Le Ministre envoie un accusé de réception au requérant.

§ 2. Si le demandeur ou le titulaire de l'agrément ne demande pas à être entendu, le Ministre envoie sa décision dans un délai de trente jours à dater de la réception du recours.

Si le demandeur ou le titulaire de l'agrément demande à être entendu, le Ministre lui envoie la date et le lieu d'audition dans un délai de trente jours à dater de la réception du recours. Dans ce cas, le Ministre envoie sa décision dans un délai de trente jours à dater de l'audition.

A défaut d'envoi dans les délais susvisés, la décision du Ministre est confirmée.

Sous-section 6. — Modalités d'envoi et calcul des délais

Art. R.187ter-17. § 1^{er}. Tout envoi visé à la présente section se fait soit :

1° par un envoi recommandé avec accusé de réception;

2° par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;

3° par un dépôt contre récépissé;

4° par un envoi électronique si la procédure visée à la présente section est dématérialisée, conformément aux modalités fixées par le Ministre.

Le Ministre peut déterminer la liste des procédés qu'il reconnaît comme permettant de donner une date certaine à l'envoi et à la réception au sens de l'alinéa 1^{er}, 2°.

§ 2. Lorsque le jour de la réception d'un acte constitue le point de départ d'un délai, il n'y est pas inclus.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Sous-section 7. — Durée de l'agrément

Art. R.187ter-18. Sans préjudice d'un retrait anticipé ou d'une suspension temporaire, l'agrément est octroyé pour une durée déterminée de cinq ans.

Sous-section 8. — Contrôle

Art. R.187ter-19. Les agents chargés de missions de contrôle en vertu de l'article D.140 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement sont habilités à contrôler le respect des exigences requises en vertu de la présente section.

Le demandeur ou titulaire de l'agrément communique aux agents visés à l'alinéa 1^{er}, sur simple demande, tous renseignements relatifs aux techniques de forage et d'équipement utilisés ou tout document permettant de vérifier le respect des conditions d'agrément.

Sous-section 9. — Renouvellement

Art. R.187ter-20. § 1^{er}. Au plus tôt un an avant la fin de l'agrément, le titulaire de celui-ci peut demander à ce qu'il soit renouvelé pour une durée de cinq ans, en envoyant une demande de renouvellement d'agrément au directeur général.

§ 2. La demande de renouvellement visée au paragraphe 1^{er} comprend :

1° la modification des critères sur base desquels l'agrément initial a été octroyé ainsi que les domaines d'activité de forage pour lesquels l'agrément a été demandé;

2° l'identité des sous-traitants éventuels visés à l'article R.187ter-3, alinéa 2;

3° la liste des caractéristiques du matériel utilisé pour effectuer les activités de forages;

4° une déclaration sur l'honneur, datée et signée par le demandeur, que les renseignements exigés en vertu de la présente section sont exacts et que les éléments probants permettant d'établir que les conditions générales, particulières relatives à l'agrément qu'il sollicite sont remplies;

5° une copie du contrat d'assurance visé à l'article R.187ter-3, 1°e);

6° une déclaration sur l'honneur, datée et signée par le demandeur, qu'il s'engage à respecter les conditions visées aux articles R.187ter-3 à R.187ter-4.

§ 3. La procédure applicable au renouvellement de l'agrément se poursuit conformément aux articles 187ter-8 à R.187ter-12.

§ 4. La demande de renouvellement est irrecevable si :

1° la demande est jugée incomplète;

2° elle est introduite en violation de l'article R.187ter-17, § 1^{er} ;

3° si le demandeur ne fournit pas les renseignements ou documents demandés dans le délai prévu à l'article R.187ter-8, § 2, alinéa 3. ».

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, la demande est incomplète s'il manque l'une des pièces énumérées au paragraphe 2. ».

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées*

Art. 2. Dans l'annexe 1^{ère} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, la rubrique 74.30.03 est complétée par la phrase suivante :

« La notion de piézomètre est entendue au sens de l'article R.187ter-1, 6°, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau. ».

CHAPITRE III. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives au forage et à l'équipement de puits destinés à une future prise d'eau souterraine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

Art. 3. A l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives au forage et à l'équipement de puits destinés à une future prise d'eau souterraine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " 15 jours » sont remplacés par les mots « deux jours ouvrables »;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, par " jour ouvrable ", l'on entend tout jour, à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés légaux. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 4. Le présent arrêté et l'article D.167bis du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau entrent en vigueur dix jours après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

L'article D.396, 2°, du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau entre en vigueur six mois après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/200781]

13. DEZEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zulassung der Personen, die eine Bohrung durchführen oder für eine künftige Grundwasserentnahme, die Installation von geothermischen Sonden, die geologische Erfassung, die Prospektion oder die Installation von Piezometern bestimmte Brunnenanlagen ausstatten, und zur Änderung verschiedener Erlasse

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3 Absatz 4;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.167bis Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 27. Oktober 2011;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Oktober 2011 zur Abänderung verschiedener Dekrete über die Zuständigkeiten der Wallonie, Artikel 111 Ziffer 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2012 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Bohrung und die Ausstattung von Brunnenanlagen für eine künftige Grundwasserentnahme und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Berichts vom 28. Mai 2018, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 12. November 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der am 28. August 2018 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt";

In der Erwägung, dass die Rubrik 74.30.03 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten unter anderem die Brunnenbohrung und die Installation von Piezometern in Brunnen betrifft;

In der Erwägung, dass der Begriff des Piezometers, der in dieser Rubrik enthalten ist, definiert werden muss, um unterschiedliche Auslegungen zu vermeiden;

In der Erwägung, dass es sich um ein ausgestattetes Bohrloch handelt, das den Zugang zu einem Grundwasservorkommen ermöglicht, das nicht als Grundwasserentnahme und nicht zur künstlichen Anreicherung genutzt wird, bei dem der Höhen- oder Tiefenstand der freien Wasseroberfläche oder der entsprechenden piezometrischen Höhe, oder der Druck im Falle einer artesischen Quelle mit einem Gerät gemessen wird, insbesondere mit einer manuellen Sonde, einem Drucksensor, eines Pegels, einem Manometer oder von dem eine Grundwasserprobe zur Analyse entnommen wird, insbesondere zur physikalischen, chemischen, mikrobiologischen oder isotopischen Analyse;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Besluit :

KAPITEL I — *Abänderungen des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet*

Artikel 1 - In Teil II, Titel VII, Kapitel III des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein die Artikel R.187ter-1 bis R.187ter-18 umfassender Abschnitt 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Abschnitt 5 - Zulassung von Bohrern

Unterabschnitt 1 — Allgemeines

Art. R.187ter-1. Zur Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

1° Verwaltung: die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° Tätigkeitsbereich der Bohrungen: die Bohrung und die Ausstattung von Brunnenanlagen für:

- a) eine künftige Grundwasserentnahme;
- b) die Installation von geothermischen Sonden;
- c) die geologische Erfassung, die Prospektion;
- d) die Installation von Piezometern;

3° Generaldirektor: der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

4° Stellvertreter: der Generalinspektor der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

5° Minister: der Minister für Umwelt;

6° Piezometer: das ausgestattete Bohrloch, das den Zugang zu einem Grundwasservorkommen ermöglicht, das nicht als Grundwasserentnahme und nicht zur künstlichen Anreicherung genutzt wird, bei dem der Höhen- oder Tiefenstand der freien Wasseroberfläche oder der entsprechenden piezometrischen Höhe, oder der Druck im Falle einer artesischen Quelle mit einem Gerät gemessen wird, insbesondere mit einer manuellen Sonde, einem Drucksensor, eines Pegels, einem Manometer oder von dem eine Grundwasserprobe zur Analyse entnommen wird, insbesondere zur physikalischen, chemischen, mikrobiologischen oder isotopischen Analyse.

Art. R.187ter-2. Der Generaldirektor entscheidet über jeden Antrag, jede Änderung, jede Aussetzung oder jeden Entzug der in diesem Abschnitt genannten Zulassung.

Unterabschnitt 2 — Zulassungsbedingungen

Art. R.187ter-3. Die Gewährung der Zulassung für einen oder mehrere Tätigkeitsbereiche der Bohrungen ist an folgende Bedingungen gebunden:

1° für die natürlichen und juristischen Personen:

a) nicht Gegenstand einer früheren Verurteilung gewesen sein, die durch ein rechtskräftiges Urteil aufgrund eines Verstoßes gemäß Artikel D.138 Absatz 1 Ziffern 7, 8, 9 und 12 des Buches I des Umweltgesetzbuches oder eines Verstoßes gleicher Art gemäß einer gleichwertigen Gesetzgebung einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder einer Vertragspartei des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum weiterhin rechtswirksam ist.

b) nicht in einer Situation zu sein, die ihre Objektivität beeinträchtigen könnte, und sie darin hindern könnte, ihre Aufgaben in völliger Unabhängigkeit von ihren Kunden zu erfüllen;

c) über die erforderliche Ausrüstung und die technischen Mittel verfügen, um die Aufgaben auszuführen, für die eine Zulassung erforderlich ist;

d) über die finanziellen und personellen Ressourcen verfügen, um die Tätigkeiten auszuführen, für die eine Zulassung beantragt wird;

e) durch einen Versicherungsvertrag gedeckt sein oder sich verpflichten, einen Versicherungsvertrag abzuschließen, der die zivilrechtliche Haftung im Zusammenhang mit den Tätigkeiten abdeckt, für die die Genehmigung beantragt wird;

f) nicht Gegenstand eines Entzugs der Zulassung innerhalb von drei Jahren vor der Beantragung der Zulassung gewesen sein;

g) der Verwaltung unverzüglich jede Änderung ihres Antrags auf Zulassung mitzuteilen;

h) sich verpflichten, die Bedingungen für die Inanspruchnahme der in Artikel R.187ter-4 genannten Zulassung einzuhalten;

2° für die natürlichen Personen:

a) die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats der Europäischen Union oder einer Vertragspartei des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum besitzen;

b) nicht den Entzug der zivilen und politischen Rechte erlitten haben;

3° für die juristischen Personen und die Gelegenheitsgesellschaften:

a) nach belgischem Recht oder nach dem Recht eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder einer Vertragspartei des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum gegründet werden und ihre Hauptverwaltung oder ihren Hauptsitz in der Europäischen Union haben oder ihren Gesellschaftssitz dort haben, sofern ihre Tätigkeiten eine tatsächliche und dauerhafte Verbindung zur Wirtschaft eines Mitgliedstaats der Europäischen Union aufweisen;

b) unter seinen Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder Personen, die befugt sind, die Gesellschaft zu verpflichten, nur Personen zählen, die die in Ziffer 1 a) und b) sowie in Ziffer 2 b) genannten Bedingungen erfüllen.

Die in Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe c) genannten Ausrüstungen und technischen Mittel, die im Zulassungsantrag angeführt werden, ermöglichen es, festzustellen, ob der Antragsteller selbst oder vertraglich über Subunternehmer, um vorübergehend defekte Ausrüstungsgegenstände zu ersetzen, über die erforderlichen Mittel verfügt, um die Arbeiten wie Bohrungen, die Installation von Piezometern und Brunnen durchzuführen. Diese Angaben ermöglichen es, den Tätigkeitsbereich, für den eine Zulassung beantragt wird, und die für den Betrieb und die Handhabung von Baumaschinen erforderlichen Fähigkeiten zu beurteilen.

Die personellen Ressourcen des in Absatz 1 Ziffer 1 d) genannten Unternehmens ermöglichen es dem Antragsteller, über die technischen Fähigkeiten zu verfügen, die für die Durchführung eines Bohrvorgangs in dem spezifischen Bereich der Bohraktivitäten, für den eine Zulassung beantragt wird, erforderlich sind, und insbesondere über die Fähigkeit, die eingesetzten Maschinen zu steuern und zu bedienen. Diese Fähigkeiten werden nachgewiesen durch:

1° durch ein Berufsausbildungszeugnis für den vorgesehenen Bereich der Bohraktivitäten;

2° durch Angabe von mindestens fünf Bohrreferenzen für den betreffenden Tätigkeitsbereich in den zwei Jahren vor dem Zulassungsantrag.

Die Berufserfahrung wird durch einen Lebenslauf, eine Liste von Referenzen oder eine Beschreibung der einschlägigen Erfahrungen nachgewiesen, die beispielsweise im Rahmen einer ähnlichen Zulassung durch die zuständigen Behörden einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union erworben wurden.

Der Minister oder sein Beauftragter prüft, ob die vom Antragsteller vorgeschlagenen Personen über die erforderlichen Kenntnisse oder Berufserfahrungen verfügen, wobei die technischen und ökologischen Aspekte zu berücksichtigen sind, die durch eine Ausbildung oder Berufserfahrung erworben wurden. Der Minister kann unter anderem die zuständigen Behörden einer anderen Region oder eines Mitgliedstaats der Europäischen Union befragen.

Art. R.187ter-4. Während der gesamten Dauer der Zulassung erfüllt der Inhaber der Zulassung folgende Auflagen:

1° er führt Bohraktivitäten durch, die gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und gegebenenfalls gemäß dem Dekret vom 10. Juli 2013 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid oder aufgrund von Artikel 63 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung oder von Artikel 67 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung ordnungsgemäß deklariert oder zugelassen wurden;

2° er führt die in Ziffer 1 erwähnten Arbeiten in Übereinstimmung mit den sektorbezogenen und integralen Bedingungen durch, die kraft des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegt wurden, und gegebenenfalls in Übereinstimmung mit den Sonderbedingungen, die in der Umweltgenehmigung oder der Globalgenehmigung vorgesehen werden, und gegebenenfalls in Übereinstimmung mit den Bedingungen, die in der Explorations- oder der Speichergenehmigung festgelegt sind, gemäß dem Dekret vom 10. Juli 2013 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid oder dem Sanierungsprojekt, das gemäß Artikel 63 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung oder gemäß Artikel 67 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung genehmigt worden ist;

3° er übermittelt der Verwaltung vor Beginn der Bohrarbeiten und mindestens zwei Werkstage im Voraus das Datum für den Beginn der Arbeiten anhand des vom Minister festgelegten Formulars;

4° er beschreibt in einem Arbeitstagebuch, das sich am Standort der Bohrungen befindet, die ausgeführten Arbeiten unter Angabe folgender Informationen:

a) die Identifizierung und die Anschrift des mit den Bohrarbeiten beauftragten Betriebs und gegebenenfalls des Ingenieurbüros;

b) die täglich aufgezeichneten Informationen, die es ermöglichen, den Fortschritt der Arbeiten und die erreichte Tiefe in chronologischer Reihenfolge zu ermitteln, wobei wenigstens die Art und die Tiefe der verschiedenen angetroffenen Böden, die Tiefe und die Abflussmenge der Wassereintrüche, die Tiefe des gegebenenfalls verlorenen Bohrschlammes, die Tiefe und die Merkmale der verschiedenen Ausrüstungen anzugeben sind;

c) die Charakteristiken der Bohrung und der Ausstattung des Brunnens, d.h. die Bohrverfahren oder -techniken sowie die Bohrdurchmesser, Art der Bohrflüssigkeiten, Stützrohre, Art, Innen- und Außendurchmesser der eingesetzten Rohre, Position und Öffnung der Filter, Art, Position und Eigenschaften der Materialien, die in die ringförmigen Räume platziert werden, Volumen und Dichte der Zementierung;

d) gegebenenfalls das Datum und die Beschreibung der Schwierigkeiten und Anomalien, die eventuell während den Arbeiten, den besonderen im Brunnen durchgeführten Vorgängen, aufgetreten sind, unter anderem die Reinigung und Entwicklung;

e) nach Abschluss der Bohrarbeiten die Tiefe des statischen Pegels der Leitschicht sowie Datum und Markierung der Messung;

f) die Ergebnisse der Pumpversuche, wenn diese durch den Bohrer im Rahmen einer Umweltgenehmigung durchgeführt werden;

g) den Bericht über die Arbeiten für das Zuschütten der aufgegebenen Bohrungen;

5° er erstellt nach Abschluss der Arbeiten für den Meldepflichtigen oder den Inhaber der Genehmigung einen Bericht, der die in Artikel 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2012 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Bohrung und die Ausstattung von Brunnenanlagen für eine künftige Grundwasserentnahme und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Angaben umfasst und dem Inhaber der Genehmigung ermöglicht, seinen Verpflichtungen innerhalb der vorgeschriebenen Frist nachzukommen;

6° er teilt dem Dienst "SOS Environnement-Nature" jeglichen Zwischenfall oder Unfall, durch den die Qualität des Grundwassers beeinträchtigt werden könnte, unmittelbar mit;

7° er berät seinen Kunden über die besten verfügbaren Techniken, je nach Bestimmungsort des Bauwerks, den hydrogeologischen Gegebenheiten und der geographischen Lage des zu durchquerenden Bodens;

8° er erkundigt sich und informiert den Kunden über alle besonderen Schutz- oder Verbotsmaßnahmen, die anwendbar sind, wenn sich die geplante Anlage in einem besonderen Schutzgebiet oder einer Präventivzone für die Wasserentnahme befindet, sowie über alle mit den Bohrungen verbundenen Risiken;

9° er darf die in Artikel D.2 Ziffer 66 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, definierten Schadstoffe nicht in das Grundwasser einleiten;

10° er beachtet die in Abschnitt 4 des vorliegenden Kapitels genannten Maßnahmen zur Vermeidung oder Begrenzung der Einleitung von Schadstoffen in das Grundwasser;

11° er erkundigt sich nach der Existenz potenzieller unterirdischer Leitungen im Bereich der geplanten Bohrstelle.

Im Hinblick auf Ziffer 3 bezeichnet "Werktag" jeden Tag, ausgenommen Samstage, Sonntage und gesetzliche Feiertage.

Die von der Verwaltung gesammelten Informationen können von ihr zur Erstellung eines Untergrundkatasters verwendet werden.

Die Ergebnisse der in Absatz 1 Ziffer 4 Buchstabe f) genannten Pumpversuche sind der Verwaltung mitzuteilen.

Bei dem in Absatz 1 Ziffer 6 genannten Unfall oder Zwischenfall handelt es sich insbesondere um die Verbindung zweier unterirdischer Grundwasserleiter, den Verlust von Bohrwerkzeugen oder -teilen im Bohrgestänge, die Freisetzung von Gas in die Atmosphäre.

Unterabschnitt 3 — Zulassungsverfahren

Art. R.187ter-5. Der Zulassungsantrag wird eingereicht, indem er mit Hilfe eines vom Minister ausgearbeiteten Formulars an den Generaldirektor übermittelt wird.

Art. R.187ter-6. Der Zulassungsantrag umfasst:

1° Name und Anschrift des Antragstellers und falls es sich um eine juristische Person handelt, den Gesellschaftssitz und gegebenenfalls den Betriebssitz;

2° gegebenenfalls eine Kopie seiner Eintragsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder seiner Eintragsnummer im Handels- oder Berufsregister;

3° im Falle einer juristischen Person die im *Belgischen Staatsblatt* oder einer gleichwertigen Veröffentlichung für ein anderes Land veröffentlichten Statuten sowie deren Änderungen;

4° die Identität von eventuellen Subunternehmern im Sinne von Artikel R.187ter-3 Absatz 2;

5° die Liste und die Merkmale der Ausrüstung, die für die Durchführung von Bohraktivitäten verwendet wird;

6° eine vom Antragsteller datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung, in der dieser bescheinigt, dass die in dem vorliegenden Abschnitt verlangten Informationen zutreffend sind, und den Nachweis, dass die allgemeinen und besonderen Bedingungen für die von ihm beantragte Zulassung erfüllt sind;

7° eine Kopie des in Artikel R.187ter-3 Ziffer 1 Buchstabe e) genannten Versicherungsvertrages;

8° eine vom Antragsteller datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung, der zufolge er sich verpflichtet, die in den Artikeln R.187ter-3 bis R.187ter-4 genannten Bedingungen zu erfüllen;

9° die Tätigkeitsbereiche der Bohrungen, für die eine Genehmigung beantragt wird.

Art. R.187ter-7. Der Antrag auf Zulassung ist unvollständig, wenn eine der in Artikel R.187ter-6 erwähnten Informationen oder Unterlagen fehlt.

Der Antrag ist unzulässig:

1° wenn er unter Verstoß gegen Artikel R.187ter-17 § 1 eingereicht wird;

2° wenn der Antragsteller die verlangten Informationen oder Unterlagen nicht innerhalb der in Artikel R.187ter-8 § 2 Absatz 3 vorgesehenen Frist übermittelt.

Art. R.187ter-8. § 1. Der Generaldirektor übermittelt dem Antragsteller innerhalb von zehn Arbeitstagen nach Eingang des Antrags auf eine Zulassung eine Empfangsbestätigung.

Gemäß Artikel 10 des Dekrets vom 10. Dezember 2009 zur Umsetzung von Richtlinie 2006/123/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2006 über Dienstleistungen im Binnenmarkt enthält die Empfangsbescheinigung folgende Angaben:

1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;

2° die Frist, innerhalb welcher der Beschluss gefasst werden muss;

3° die Rechtsmittel, die zuständigen Instanzen, die zu entscheiden haben, sowie die Formen und Fristen, die einzuhalten sind.

§ 2. Der Generaldirektor übermittelt dem Antragsteller seinen Beschluss über den vollständigen und oder unvollständigen Charakter des Antrags innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Datum der in § 1 erwähnten Empfangsbescheinigung.

Wenn der Antrag unvollständig ist, teilt der Generaldirektor dem Antragsteller schriftlich mit, welche Angaben und Schriftstücke noch fehlen.

Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Datum der in Absatz 1 erwähnten Empfangsbescheinigung übermittelt der Antragsteller dem Generaldirektor die verlangten ergänzenden Unterlagen.

Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der ergänzenden Unterlagen übermittelt der Generaldirektor dem Antragsteller seinen Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags. Ist der Generaldirektor für ein zweites Mal der Ansicht, dass der Antrag nicht vollständig ist, erklärt er ihn für unzulässig. Dasselbe gilt, wenn der Antragsteller die verlangten ergänzenden Unterlagen nicht innerhalb der in Absatz 3 genannten Frist übermittelt.

Ist der Antrag nicht zulässig, so teilt der Generaldirektor dem Antragsteller unter den Bedingungen und innerhalb der Fristen nach Absatz 4 die Gründe für die Unzulässigkeit mit.

Art. R.187ter-9. § 1. Der Generaldirektor übermittelt dem Antragsteller seinen Beschluss innerhalb von sechzig Tagen ab dem Tag, an dem er seinen Beschluss über die Zulässigkeit des Antrags übermittelt hat. Gemäß Artikel 11 der Richtlinie 2006/123/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2006 über Dienstleistungen im Binnenmarkt kann der Generaldirektor die Frist für seine Beschlussfassung um dreißig Tage verlängern. In diesem Fall übermittelt er seinen Beschluss und die Verlängerungsfrist vor Ablauf der ursprünglichen Frist.

In dem Beschluss werden die Rechtsmittel, die zuständigen Instanzen, die zu entscheiden haben, sowie die Formen und Fristen, die einzuhalten sind, erläutert.

§ 2. Der Beschluss zur Gewährung der Zulassung enthält folgende Angaben:

- 1° den genauen Gegenstand des Antrags;
- 2° die auf den neuesten Stand gebrachten Elemente, durch die der Inhaber identifiziert werden kann;
- 3° die in den Artikeln R.187ter-3 und R.187ter-4 erwähnten Bedingungen.

Art. R.187ter-10. Der Zulassungsbeschluss oder der Beschluss zur Erneuerung dieser Zulassung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. R.187ter-11. Die Liste der Zulassungen wird auf der Internet-Webseite der Verwaltung veröffentlicht.

Art. R.187ter-12. Im Falle einer Änderung eines der in dem Zulassungsantrag gemäß Artikel R.187ter-6 angegebenen Elemente ist der Inhaber der Zulassung verpflichtet, die Verwaltung unverzüglich schriftlich davon in Kenntnis zu setzen.

Unterabschnitt 4 — Änderung, Aussetzung und Entzug einer Zulassung

Art. R.187ter-13. Die Zulassung kann geändert, entzogen oder ausgesetzt werden:

- 1° wenn sich eines der in dem Zulassungsantrag gemäß Artikel R.187ter-6 angegebenen Elemente derart ändert, dass eine Änderung, ein Entzug oder eine Aussetzung gerechtfertigt ist;
- 2° wenn die in den Artikeln R.187ter-3 und R.187ter-4 erwähnten Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt sind;
- 3° wenn der Inhaber der Zulassung die Kontrolle seiner Aktivitäten durch die mit der Überwachung beauftragten Beamten behindert;
- 4° wenn eine ernste Gefährdung der menschlichen Gesundheit oder ein Umweltschaden oder die Gefahr eines Umweltschadens vorliegt.

Art. 187ter-14. § 1. In den in den Artikel R.187ter-13 erwähnten Fällen setzt der Generaldirektor den Inhaber der Zulassung über die Möglichkeit in Kenntnis, die gewährte Zulassung zu ändern, auszusetzen oder zu entziehen. Der Generaldirektor informiert den Inhaber der Zulassung brieflich über:

- 1° die Gründe, die die erwogene Maßnahme rechtfertigen,
- 2° die Tatsache, dass der Inhaber der Zulassung innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tag des Empfangs dieser Unterrichtung die Möglichkeit hat, seine Verteidigungsmittel schriftlich zu übermitteln und dass er bei dieser Gelegenheit bei dem Generaldirektor beantragen kann, seine Verteidigung mündlich vorzutragen;
- 3° die Tatsache, dass der Inhaber der Zulassung sich von einem Rechtsbeistand unterstützen oder vertreten lassen kann;
- 4° die Tatsache, dass der Inhaber der Zulassung seine Akte einsehen kann.

Der Generaldirektor bestimmt gegebenenfalls den Tag, an dem der Inhaber der Zulassung aufgefordert wird, seine Verteidigung mündlich vorzutragen. Die Anhörung kann durch den Generaldirektor oder durch dessen Stellvertreter durchgeführt werden.

§ 2. Der Beschluss zum Entzug, zur Aussetzung oder zur Änderung der Zulassung wird dem Inhaber der Zulassung innerhalb von neunzig Tagen nach Ablauf der in § 1 Ziffer 2 erwähnten Frist oder ab dem Datum der Anhörung zugestellt.

§ 3. Der Inhaber, dessen Zulassung geändert, entzogen oder ausgesetzt wurde, kann Einspruch gegen den in § 2 erwähnten Beschluss erheben. Dieser Einspruch wird gemäß Artikel R.187ter-16 zugestellt und untersucht. Er hat keine aufschiebende Wirkung.

Art. R.187ter-15. Der Generaldirektor oder sein Stellvertreter übt die in dem vorliegenden Abschnitt vorgesehenen Befugnisse aus entweder auf eigene Initiative oder auf Antrag:

- 1° des mit der Überwachung beauftragten Beamten;
- 2° des Inhabers der Zulassung.

Unterabschnitt 5 — Einsprüche

Art. R.187ter-16 - § 1. Der Inhaber der Zulassung kann bei dem Minister einen Einspruch gegen den in den Artikeln R.187ter-7 Absatz 2, R.187ter-9 und R.187ter-14 § 2 erwähnten Beschluss einreichen.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Empfang des Beschlusses oder dem Ende der Frist, binnen deren der Beschluss hätte zugestellt werden müssen an den Minister gerichtet.

Der Antragsteller oder Inhaber der Zulassung gibt in seinem Einspruch an, ob er vom Minister angehört werden möchte. Der Minister kann die Anhörung des Antragstellers oder des Inhabers der Zulassung auf die Verwaltung übertragen.

Der Minister übermittelt der Person, die Einspruch erhebt, eine Empfangsbestätigung.

§ 2. Wenn der Antragsteller oder der Inhaber der Zulassung nicht beantragt hat, angehört zu werden, übermittelt der Minister seinen Beschluss innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Einspruchs.

Wenn der Antragsteller oder Inhaber der Zulassung beantragt hat, angehört zu werden, übermittelt der Minister ihm innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Einspruchs das Datum und den Ort der Anhörung. In diesem Fall übermittelt der Minister seinen Beschluss innerhalb von dreißig Tagen ab dem Datum der Anhörung.

Falls keine Zustellung innerhalb der vorerwähnten Fristen erfolgt ist, wird der Beschluss des Ministers bestätigt.

Unterabschnitt 6 — Einsendemodalitäten und Berechnung der Fristen

Art. R.187ter-17. § 1. Jede in dem vorliegenden Abschnitt erwähnte Übermittlung erfolgt:

- 1° entweder per Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung;
- 2° oder unter Verwendung jeder ähnlichen Mitteilungsform, durch die ungeachtet des in Anspruch genommenen Zustelldienstes die Einsendung und der Empfang der Urkunde mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden kann;
- 3° gegen Abgabe gegen Abnahmebescheinigung;
- 4° mit elektronischer Post, wenn das in dem vorliegenden Abschnitt erwähnte Verfahren elektronisch ist, gemäß den vom Minister festgelegten Modalitäten.

Der Minister kann die Liste der von ihr anerkannten Methoden festlegen, durch die die Einsendung und der Erhalt im Sinne von Absatz 1 Ziffer 2 mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden können.

§ 2. Wenn der Tag des Erhalts einer Urkunde den Ausgangspunkt einer Frist darstellt, ist dieser nicht inbegriffen.

Der Verfalltag ist in der Frist eingeschlossen. Wenn aber dieser Tag ein Samstag, Sonntag oder gesetzlicher Feiertag ist, so wird der Verfalltag auf den nächstfolgenden Werktag verlegt.

Unterabschnitt 7 — Dauer der Zulassung

Art. R.187ter-18. Unbeschadet des vorzeitigen Entzugs oder der vorübergehenden Aussetzung wird die Zulassung für einen festen Zeitraum von fünf Jahren erteilt.

Unterabschnitt 8 — Kontrolle

Art. R.187ter-19. Die mit Kontrollaufgaben gemäß Artikel D.140 des Buches I des Umweltgesetzbuches I beauftragten Beamten sind befugt, die Einhaltung der in diesem Abschnitt angeführten Anforderungen zu kontrollieren.

Der Antragsteller oder der Inhaber der Zulassung übermittelt den in Absatz 1 genannten Bediensteten auf Anfrage alle Informationen über die verwendeten Bohrtechniken und -geräte oder jedes Dokument, das es ermöglicht, die Einhaltung der Zulassungsbedingungen zu überprüfen.

Unterabschnitt 9 — Erneuerung

Art. 187ter-20. § 1. Frühestens ein Jahr vor dem Ablauf der Zulassung kann der Inhaber der Zulassung beantragen, dass sie für einen Zeitraum von fünf Jahren erneuert wird, indem er einen Antrag auf Erneuerung der Zulassung an den Generaldirektor richtet.

§ 2. Der in § 1 erwähnte Antrag auf Erneuerung umfasst:

- 1° die Änderung der Kriterien, auf deren Grundlage die ursprüngliche Zulassung erteilt wurde, und die Bereiche der Bohraktivitäten, für die die Zulassung beantragt wurde;
- 2° die Identität der in Artikel R.187ter-3 Absatz 2 erwähnten eventuellen Subunternehmer;
- 3° eine Liste der Merkmale der Ausrüstung, die für die Durchführung von Bohraktivitäten verwendet wird;
- 4° eine vom Antragsteller datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung, in der dieser bescheinigt, dass die in dem vorliegenden Abschnitt verlangten Informationen zutreffend sind, und den Nachweis, dass die allgemeinen und besonderen Bedingungen für die von ihm beantragte Zulassung erfüllt sind;
- 5° eine Kopie des in Artikel R.187ter-3 Ziffer 1 Buchstabe e) erwähnten Versicherungsvertrags;
- 6° eine vom Antragsteller datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung, in der er sich verpflichtet, die in den Artikeln R.187ter-3 bis R.187ter-4 erwähnten Bedingungen zu beachten.

§ 3. Das Verfahren zur Erneuerung der Zulassung wird gemäß den Artikeln 187ter-8 bis R.187ter-12 geführt.

§ 4. Der Antrag auf Erneuerung ist unzulässig, falls:

- 1° der Antrag als unvollständig gewertet wird;
- 2° wenn er unter Verstoß gegen Artikel R.187ter-17 § 1 eingereicht wurde;
- 3° wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte oder Unterlagen nicht innerhalb der in Artikel R.187ter-8 § 2, Absatz 3 vorgesehenen Frist übermittelt.“.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 1 ist der Antrag unvollständig, wenn eine der in Paragraph 2 aufgeführten Unterlagen fehlt.“.

KAPITEL II — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten

Art. 2 - In Anhang I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird die Rubrik 74.03.03 durch den folgenden Satz ergänzt:

“Der Begriff des Piezometers ist im Sinne des Artikels R.187ter-1 Ziffer 6 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zu verstehen.“.

KAPITEL III — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2012 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Bohrung und die Ausstattung von Brunnenanlagen für eine künftige Grundwasserentnahme und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Art. 3 - Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2012 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Bohrung und die Ausstattung von Brunnenanlagen für eine künftige Grundwasserentnahme und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird wie folgt abgeändert:

- 1° die Wortfolge “fünfzehn Tage” wird durch die Wortfolge “zwei Werktage” ersetzt;
- 2° er wird durch einen wie folgt lautenden Absatz ergänzt:

“Für die Anwendung von Absatz 1 ist unter “Werktag” jeder Tag außer samstags, sonntags und den gesetzlichen Feiertagen zu verstehen.“.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

Art. 4 - Der vorliegende Erlass und Artikel D.167bis des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, treten zehn Tage nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Artikel D.396 Ziffer 2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, tritt sechs Monate nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 5 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 13. Dezember 2018

Für die Regierung:
Der Minister-Präsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/200781]

13 DECEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning van de personen die een boring verrichten of die putten bestemd voor een toekomstige grondwaterwinning, de installatie van geothermische sondes, de geologische erkenning, de prospectie en de installatie van piëzometers uitrusten, en tot wijziging van diverse besluiten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 3, eerste lid;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikel D.167bis, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 27 oktober 2011;

Gelet op het decreet van 27 oktober 2011 houdende wijziging van verscheidene decreten betreffende de bevoegdheden van Wallonië, artikel 111, 5°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2012 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de boring en de uitrusting van putten bestemd voor een toekomstige grondwaterwinning en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 11 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen op 28 mei 2018;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 12 november 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Leefmilieu", gegeven op 28 augustus 2018;

Overwegende dat rubriek 74.30.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten met name de boring en de uitrusting van putten met piëzometers betreft;

Overwegende dat het bij deze rubriek beoogde begrip van piëzometer nader bepaald moet worden om uiteenlopende interpretaties te voorkomen;

Overwegende dat het om een uitgeruste boorput gaat die toegang geeft tot een grondwaterlaag, die niet als grondwaterwinning en niet voor het kunstmatig aanvullen van grondwaterlagen wordt uitgebaat, waarin het niveau, in hoogte en in diepte, van de oppervlakte van vrij water of de overeenstemmende piëzometrische last, of, de druk in geval van artesische bron, gemeten wordt aan de hand van een instrument, met name een handsonde, een druksonde, een peilschaal, een manometer, of waarin een grondwatermonster voor analyse, met name voor een fysische, chemische, microbiologische analyse en isotopenanalyse wordt genomen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Artikel 1. In deel II, Titel VII, Hoofdstuk III, van het reglementair deel van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt een afdeling 5 die de artikelen R.187ter-1 tot en met R.187ter-18 inhoudt, ingevoegd, luidend als volgt:

"Afdeling 5 - Erkenning van de boorders

Onderafdeling 1. — Algemeen

Art. R.187ter-1. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder :

1° Administratie: het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

2° boringsactiviteitengebied: de boring en de uitrusting van putten bestemd voor :

a) een toekomstige grondwaterwinning;

- b) de installatie van geothermische sondes;
- c) de geologische erkenning en de prospectie;
- d) de installatie van piëzometers;

3° directeur-generaal: de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

4° afgevaardigde: de inspecteur-generaal van het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

5° Minister: de Minister van Leefmilieu;

6° piëzometer: de uitgeruste boorput die toegang geeft tot een grondwaterlaag, die niet als grondwaterwinning en niet voor het kunstmatige aanvullen van grondwaterlagen wordt uitgebaat, waarin het niveau, in hoogte of in diepte, van de oppervlakte van vrij water of de overeenstemmende piëzometrische last, of, de druk in geval van artesische bron, gemeten wordt aan de hand van een instrument, met name een handsonde, een druksonde, een peilschaal, een manometer, of waarin een grondwatermonster voor analyse, met name voor een fysische, chemische, microbiologische analyse en isotopenanalyse wordt genomen.

Art. R.187ter-2. De directeur-generaal beslist over iedere erkenningsaanvraag, -wijziging, -opschorting of -intrekking die in deze afdeling bedoeld is.

Onderafdeling 2. — Erkenningsvoorwaarden

Art. R.187ter-3. De toekenning van de erkenning voor één of meerdere boringsactiviteitengebieden hangt af van de volgende voorwaarden:

1° voor de natuurlijke of rechtspersonen:

a) niet het voorwerp zijn geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding bedoeld in artikel D.138, eerste lid, 7°, 8°, 9° en 12° van Boek I van het Milieuwetboek of iedere gelijksoortige overtreding bedoeld bij een gelijkwaardige wetgeving van een ander Gewest of van een lidstaat van de Europese Unie die partij is bij het Akkoord betreffende de Europese Economische Ruimte;

b) zich niet in een toestand bevinden waar de opdrachten niet meer vervuld kunnen worden op een objectieve en onafhankelijke manier ten opzichte van zijn klanten;

c) over het materieel en de technische middelen beschikken om de opdrachten na te komen waarvoor de erkenning is vereist;

d) over de financiële en personele middelen beschikken om de activiteiten uit te voeren, waarvoor een erkenning wordt aangevraagd;

e) door een verzekeringsovereenkomst gedekt zijn of zich ertoe verbinden om een verzekeringsovereenkomst te sluiten ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid voortvloeiend uit de activiteiten waarvoor een erkenning wordt aangevraagd;

f) geen intrekking van de erkenning hebben ondergaan binnen de drie jaar die voorafgaan aan de erkenningsaanvraag;

g) iedere verandering betreffende zijn erkenningsaanvraag aan de Administratie onmiddellijk sturen;

h) zich ertoe verbinden de in artikel R.185ter-4 bedoelde gebruiksvoorwaarden van de erkenning na te leven;

2° voor de natuurlijke personen:

a) onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie of partij zijn bij het Akkoord betreffende de Europese Economische Ruimte;

b) zijn burgerlijke en politieke rechten niet verloren hebben;

3° voor de rechtspersonen en tijdelijke vennootschappen:

a) opgericht zijn overeenkomstig de Belgische wetgeving of de wetgeving van een andere lidstaat van de Europese Unie of van een partij bij het Akkoord betreffende de Europese Economische Ruimte en zijn (haar) hoofdbestuur of hoofdzetel binnen de Europese Unie hebben, of er zijn (haar) maatschappelijke zetel hebben, op voorwaarde dat zijn (haar) activiteiten een reële en duurzame band hebben met de economie van een lidstaat van de Europese Unie;

b) onder zijn bestuurders, beheerders of personen die de maatschappij kunnen binden, enkel personen tellen die voldoen aan de voorwaarden waarvan sprake in 1°, a) en b), en 2°, b).

Het materiaal en de in het eerste lid, 1°, c), bedoelde technische middelen die vermeld zijn in de erkenningsaanvraag, maken het mogelijk vast te stellen of de aanvrager, zelf of aan de hand van een onderaannemingsovereenkomst ter vervanging van een tijdelijk defect materiaal, over de nodige middelen beschikt om het veldwerk zoals de uitvoering van de boring, de installaties van piëzometers, van putten te verrichten. Deze aanwijzingen maken het mogelijk om het activiteitengebied waarvoor de erkenning wordt aangevraagd en de vereiste vaardigheden voor de bediening en behandeling van bouwachines te beoordelen.

De in het eerste lid, 1°, d) bedoelde menselijke hulpkrachten van de onderneming stellen de aanvrager in staat te beschikken over de technische vaardigheden die nodig zijn voor de uitvoering van een boring op het specifieke boringsactiviteitengebied waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, en met name over de bekwaamheid om de gebruikte machines te besturen en te bedienen. Die vaardigheden worden bevestigd ofwel:

1° door een beroepsopleidingstitel voor het overwogen boringsactiviteitengebied;

2° door de aanwijzing van minstens vijf boorreferenties voor het betrokken activiteitengebied binnen twee jaar die aan de erkenningsaanvraag voorafgaan.

De beroepservaring wordt bevestigd met een curriculum vitae, een lijst van referenties of de omschrijving van de verworven relevante ervaring, bij voorbeeld in het kader van een soortgelijke erkenning afgegeven door de bevoegde overheden van een ander Gewest of een andere lidstaat van de Europese Unie.

De Minister of diens afgevaardigde beoordeelt of de door de aanvrager voorgestelde personen de kennis of de vereiste beroepservaring bezitten rekening houdende met de technische en milieuaspecten verworven in het kader van de vorming of de beroepservaring. De Minister kan met name de bevoegde overheden van een ander Gewest of van een andere lidstaat van de Europese Unie ondervragen.

Art. R.187ter-4. Tijdens de duur van de erkenning vervult de houder van de erkenning de volgende taken:

1° hij verricht boorhandelingen die behoorlijk aangegeven of toegelaten worden krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuv vergunning en, in voorkomend geval, van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de geologische opslag van kooldioxide of krachtens artikel 63 van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer of artikel 67 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

2° hij voert de in 1° bedoelde werken uit overeenkomstig de sectorale en de integrale voorwaarden vastgelegd krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en, in voorkomend geval, overeenkomstig de bijzondere voorwaarden bedoeld in de milieuvergunning of de globale vergunning en, in voorkomend geval, overeenkomstig de voorwaarden bepaald in de exploratie- of opslagvergunning krachtens het decreet van 10 juli 2013 betreffende de geologische opslag van kooldioxide of het saneringsproject zoals goedgekeurd overeenkomstig artikel 63 van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer of artikel 67 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

3° aan het begin van de boringswerf en minstens twee werkdagen van tevoren zendt hij de datum van het begin van de werken aan de hand van het door de Minister vastgesteld model aan de Administratie;

4° hij beschrijft de uitgevoerde werken in een dagboek der werken, dat zich op de plaats van de boringen bevindt, en dat de volgende informatie bevat :

a) de identificatie en het adres van het boorbedrijf en, in voorkomend geval, van het studiebureau;

b) de dagelijkse inlichtingen die het mogelijk maken de voortgang van de werken en de bereikte diepte per chronologische orde vast te stellen, waarbij minstens de aard en de diepte van de verschillende terreinen, de diepte en het debiet van de watertoevoer, de diepte van de verliezen van boorspoelingen, de diepte en de eigenschappen van de verschillende uitrustingen worden vermeld;

c) de eigenschappen van de boring en de uitrustingen van de put, namelijk de boringsmethoden en -diameters, de aard van de boorspoelingen, de schoorbuizen, de aard en de binnen- en buitendiameters van de geplaatste buizen, de ligging en de opening van de filters, de aard, de ligging en de eigenschappen van de in de ringvormige ruimten geplaatste materialen, het volume en de dichtheid van de geïnjecteerde metselspecie;

d) in voorkomend geval, de datum en de beschrijving van de moeilijkheden en onregelmatigheden die eventueel tijdens de werken worden vastgesteld, van de bijzondere handelingen die in de put uitgevoerd worden, met name de reiniging en de ontwikkeling;

e) aan het einde van de boringswerken, de diepte van het statische niveau van de grondwaterlaag, de datum en het merkteken;

f) de resultaten van de pompproeven wanneer ze door de boorder krachtens een milieuvergunning worden uitgevoerd;

g) het verslag over de opvullingswerken in geval van verlaten put;

5° hij maakt voor de aangever of de houder van de vergunning een verslag over het einde van de werken op, met de informatie vermeld in artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2012 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de boring en de uitrusting van putten bestemd voor een toekomstige grondwaterwinning en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, dat laatstgenoemde in staat stelt om zijn verplichtingen binnen de voorgeschreven termijn te vervullen;

6° hij brengt "SOS Environnement-Nature" onmiddellijk op de hoogte van ieder incident of ongeval dat schade zou kunnen berokkenen aan de kwaliteit van het grondwater;

7° hij adviseert zijn klant over de beste beschikbare technieken naar gelang van de bestemming van de structuur, de hydrogeologische context en de ligging van de over te steken gronden;

8° hij informeert zich en informeert de klant over de specifieke beschermings- of verbodsmaatregelen die van toepassing zijn wanneer de overwogen installatie zich in een bepaalde beschermingszone of een voorkomingsgebied voor een waterwinning bevindt en over de potentiële risico's verbonden aan de boring;

9° hij loost geen vervuilende stoffen bepaald in artikel D.2, 66°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, in het grondwater;

10° hij leeft de in afdeling 4 van dit Hoofdstuk bedoelde maatregelen tot voorkoming of beperking van de introductie van vervuilende stoffen in het grondwater na;

11° hij informeert zich over het bestaan van potentiële ondergrondse leidingen op de overwogen boringssite.

Wat punt 3° betreft, wordt onder "werkdag" alle dagen verstaan, met uitzondering van zaterdag, zondag en wettelijke feestdagen.

De door de Administratie verzamelde informatie kan door haar worden gebruikt om een kadaster van de ondergrond op te stellen.

De resultaten van de pompproeven bedoeld in het eerste lid, 4°, f) worden aan de Administratie overgemaakt.

Het in het eerste lid, 6°, bedoelde incident of ongeval is met name het in contact brengen van twee grondwaterlagen, het verlies van boorgereedschap of -onderdelen in de boorpijp, het vrijkomen van gas in de atmosfeer.

Onderafdeling 3. — Erkenningsprocedure

Art. R.187ter-5. De erkenningsaanvraag wordt via een zending bij de directeur-generaal ingediend aan de hand van een door de Minister opgesteld formulier.

Art. R.187ter-6. De erkenningsaanvraag bevat :

1° de naam en het adres van de aanvrager, de maatschappelijke zetel als het gaat om een rechtspersoon en de eventuele bedrijfszetel;

2° in voorkomend geval, een afschrift van zijn inschrijvingsnummer bij de Kruisbank der Ondernemingen of zijn inschrijvingsnummer in het handels- of beroepsregister;

3° als het gaat om een rechtspersoon, de in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte statuten of het equivalent ervan voor een ander land alsook de wijzigingen ervan;

4° de identiteit van de eventuele onderaannemers zoals overwogen in artikel R.187ter-3, tweede lid;

5° de lijst en de eigenschappen van het materiaal gebruikt voor de booractiviteiten;

6° een door de aanvrager gedateerde en ondertekende verklaring op erewoord die bevestigt dat de krachtens deze afdeling vereiste inlichtingen juist zijn en het bewijs dat de algemene en bijzondere voorwaarden betreffende de door hem aangevraagde erkenning vervuld worden;

7° een afschrift van de verzekeringsovereenkomst bedoeld in artikel R.187ter-3, 1°, e);

8° een door de aanvrager gedateerde en ondertekende verklaring op erewoord waarbij hij zich ertoe verbindt te voldoen aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen R.187ter-3 tot R.187ter-4;

9° de boringsactiviteitengebieden waarvoor de erkenning aangevraagd wordt.

Art. R.187ter-7. De erkenningsaanvraag is onvolledig indien één van de in artikel R.187ter-6 bedoelde inlichtingen of documenten ontbreken.

De aanvraag is onontvankelijk :

1° als ze is ingediend in strijd met artikel R.187ter-17, § 1;

2° als de aanvrager de gevorderde gegevens of documenten niet verstrekt binnen de termijn bepaald bij artikel R.187ter-8, § 2, derde lid.

Art. 1587ter-8. § 1. De directeur-generaal zendt een bericht ontvangst aan de aanvrager binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag.

Overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 10 december 2009 met het oog op het omzetten van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt geeft de ontvangstbevestiging het volgende aan :

1° de ontvangstdatum van de aanvraag;

2° de termijn waarin de beslissing moet worden genomen;

3° de rechtsmiddelen, de bevoegde instanties om zich daarover uit te spreken, evenals de na te leven vormen en termijnen.

§ 2. De directeur-generaal stuurt zijn beslissing over de volledigheid of onvolledigheid van de aanvraag aan de aanvrager binnen dertig na ontvangst van het bericht van ontvangst bedoeld in § 1.

Als de aanvraag onvolledig is, deelt de directeur-generaal via een zending aan de aanvrager mee welke gegevens of stukken ontbreken.

Binnen dertig dagen na ontvangst van het bericht van ontvangst van de zending bedoeld in het eerste lid zendt de aanvrager de verzochte aanvullende informatie aan de directeur-generaal.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvullende stukken en gegevens stuurt de directeur-generaal zijn beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag. Als de directeur-generaal de aanvraag een tweede keer onvolledig bevindt, verklaart hij ze onontvankelijk. Hetzelfde geldt wanneer de aanvrager de verzochte aanvullende informatie niet binnen de in het derde lid bedoelde termijn verstuurt.

Als de aanvraag onontvankelijk is, moet de directeur-generaal de onontvankelijkheidsgronden aan de aanvrager meedelen onder de voorwaarden en binnen de termijnen bedoeld in het vierde lid.

Art. 187ter-9. § 1. De directeur-generaal zendt zijn beslissing aan de aanvrager binnen zestig dagen vanaf de datum waarop hij zijn beslissing heeft verstuurd waarbij de aanvraag ontvankelijk bevonden werd. Overeenkomstig artikel 11 van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt kan de directeur-generaal de termijn om zijn beslissing te nemen met dertig dagen verlengen. In dit geval stuurt hij zijn beslissing en de termijn van de verlenging vóór het verstrijken van de oorspronkelijke termijn.

De genomen beslissing vermeldt de rechtsmiddelen, de bevoegde instanties om zich daarover uit te spreken, evenals de na te leven vormen en termijnen.

§ 2. De beslissing waarbij de erkenning wordt toegekend, vermeldt wat volgt :

1° het precieze doel van de erkenning;

2° de bijgewerkte elementen waarmee de houder geïdentificeerd kan worden;

3° de voorwaarden bedoeld in de artikelen R.187ter-3 en R.187ter-4;

Art. R.187ter-10. De erkenningsbeslissing of de beslissing tot verlenging van deze erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. R.187ter-11. De lijst van de erkenningen wordt op de Internetsite van de Administratie bekendgemaakt.

Art. R.187ter-12. In geval van wijziging van één van de gegevens vermeld in de erkenningsaanvraag overeenkomstig artikel R.187ter-6, geeft de houder van de erkenning onmiddellijk via een zending kennis daarvan aan de Administratie.

Onderafdeling 4. — Wijziging, opschorting en intrekking van de erkenning

Art. R.187ter-13. De erkenning kan gewijzigd, opgeschort of ingetrokken worden :

1° als daar reden toe is, in geval van wijziging van één van de gegevens vermeld in de erkenningsaanvraag overeenkomstig artikel R.187ter-6, die zulks zou kunnen rechtvaardigen;

2° wanneer de voorwaarden bedoeld in de artikelen R.187ter-3 en R.187ter-4 niet meer vervuld worden;

3° wanneer de houder van de erkenning de controle van zijn activiteiten door de toezichhoudende personeelsleden belet;

4° in geval van ernstig gevaar voor de menselijke gezondheid of in geval van schade of schaderisico voor het leefmilieu.

Art. 187ter-14. § 1. In de gevallen bedoeld in artikel R.187ter-13 stelt de directeur-generaal de houder van de erkenning op de hoogte van de mogelijkheid om de verleende erkenning te wijzigen, op te schorten of in te trekken. De directeur-generaal informeert de houder van de erkenning per schrijven :

1° over de motieven die de overwogen maatregel rechtvaardigen;

2° dat hij de mogelijkheid heeft om schriftelijk zijn verweermiddelen uiteen te zetten binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van deze informatie en dat hij bij die gelegenheid het recht heeft om de directeur-generaal erom te verzoeken zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen;

3° dat hij het recht heeft om zich te laten bijstaan dan wel vertegenwoordigen door een raadsman;

4° dat hij het recht heeft om zijn dossier in te kijken.

De directeur-generaal bestuur bepaalt, in voorkomend geval, de dag waarop de houder van de erkenning erom verzocht wordt om zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen. De hoorzitting kan door de directeur-generaal of diens afgevaardigde worden verricht.

§ 2. De beslissing tot wijziging, opschorting of intrekking van de erkenning wordt binnen negentig dagen, te rekenen van de vervaldatum van de termijn bedoeld in § 1, 2°, of te rekenen van de datum van de hoorzitting aan de houder van de erkenning gezonden.

§ 3. De houder wiens erkenning gewijzigd, opgeschort of ingetrokken is, kan een beroep instellen tegen de beslissing bedoeld in paragraaf 2. Dat beroep wordt verstuurd en onderzocht overeenkomstig artikel R.187ter-16. Het is niet opschortend.

Art. R.187ter-15. De directeur-generaal of diens afgevaardigde oefent de bij deze afdeling bepaalde bevoegdheden uit, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van:

1° het toezichhoudend personeelslid;

2° de houder van de erkenning.

Onderafdeling 5. — Beroep

Art. Art. 187ter-16. § 1. De aanvrager van de erkenning kan een beroep tegen de beslissingen bedoeld in de artikelen R.187ter-7, lid 2, R.187ter-9 en R.187ter-14, § 2 bij de Minister instellen.

Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de dag van ontvangst van de beslissing of van de vervaltermijn binnen de welke ze genomen had moeten worden, aan de Minister gestuurd.

De aanvrager of de houder van de erkenning bepaalt in zijn beroep of hij door de Minister wenst gehoord te worden. De Minister kan de hoorzitting van de aanvrager of van de houder van de erkenning aan de Administratie overdragen.

De Minister stuurt een bericht van ontvangst naar de verzoeker.

§ 2. Als de aanvrager of de houder van de erkenning niet wenst gehoord te worden, stuurt de Minister zijn beslissing binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het beroep.

Als de aanvrager of de houder van de erkenning wenst gehoord te worden, stuurt de Minister hem de datum en de plaats van de hoorzitting binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het beroep. In dit geval stuurt de Minister zijn beslissing binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de hoorzitting.

Bij gebrek aan zending binnen bovenbedoelde termijnen wordt de beslissing van de Minister bevestigd.

Onderafdeling 6. — Modaliteiten betreffende de zending en de berekening van de termijnen

Art. 187ter-17. § 1. Iedere zending bedoeld in deze afdeling wordt verricht ofwel :

1° bij een aangetekende zending met ontvangstbericht;

2° of via elke soortgelijke formule waarmee vaste datum aan de verzending en aan de ontvangst van de akte gegeven kan worden, ongeacht de distributiedienst;

3° via neerlegging tegen ontvangstbewijs;

4° per elektronische zending indien de in deze afdeling bedoelde procedure gedematerialiseerd is, overeenkomstig de door de Minister bepaalde modaliteiten.

De Minister kan de lijst vastleggen van de werkwijzen waarvan hij acht dat ze de verzend- en de ontvangstdatum in de zin van het eerste lid, 2°, kunnen waarborgen.

§ 2. Indien de dag van ontvangst van een akte de begindatum van een termijn is, wordt hij niet meegerekend.

De vervaldag wordt meegerekend in de termijn. Als die dag een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldag evenwel naar de volgende werkdag verschoven.

Onderafdeling 7. — Duur van de erkenning

Art. R.187ter-18. Onverminderd een vroegtijdige intrekking of een tijdelijke opschorting wordt de erkenning voor een bepaalde duur van vijf jaar toegekend.

Onderafdeling 8. — Controle

Art. R.187ter-19. De personeelsleden belast met controleopdrachten krachtens artikel D.140 van Boek I van het Milieuwetboek worden gemachtigd om de naleving van de krachtens deze afdeling vereiste eisen te controleren.

De aanvrager of houder van de erkenning bezorgt de in het eerste lid bedoelde personeelsleden op gewoon verzoek alle inlichtingen betreffende de gebruikte borings- en uitrustingstechnieken of ieder document dat het mogelijk maakt na te leven of de erkenningsvoorwaarden worden vervuld.

Onderafdeling 9. — Verlenging

Art. R.187ter-20. § 1. Ten vroegste één jaar vóór het einde van de erkenning kan de houder van die erkenning erom verzoeken dat ze voor vijf jaar wordt verlengd, waarbij hij een aanvraag tot verlenging van de erkenning aan de directeur-generaal stuurt.

§ 2. De in § 1 bedoelde verlengingsaanvraag bevat :

1° de wijziging van de criteria op grond waarvan de oorspronkelijke erkenning toegekend is alsook de boringsactiviteitengebieden waarvoor de erkenning is aangevraagd;

2° de identiteit van de eventuele onderaannemers bedoeld in artikel R.187ter-3, tweede lid;

3° de lijst van de eigenschappen van het materiaal gebruikt voor de booractiviteiten;

4° een door de aanvrager gedateerde en ondertekende verklaring op erewoord die bevestigt dat de krachtens deze afdeling vereiste inlichtingen juist zijn en het bewijs dat de algemene en bijzondere voorwaarden betreffende de door hem aangevraagde erkenning vervuld worden;

5° een afschrift van de verzekeringsovereenkomst bedoeld in artikel R.187ter-3, 1°, e);

6° een door de aanvrager gedateerde en ondertekende verklaring op erewoord van de verzoekende waarbij hij zich ertoe verbindt te voldoen aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen R.187ter-3 tot R.187ter-4.

§ 3. De procedure die van toepassing is op de verlenging van de erkenning wordt voortgezet overeenkomstig de artikelen 187ter-8 tot R.187ter-12.

§ 4. De verlengingsaanvraag is onontvankelijk als:

1° de aanvraag geacht wordt onvolledig te zijn;

2° ze in strijd met artikel R.187ter-17, § 1 is ingediend;

3° de aanvrager de gevorderde gegevens of documenten niet verstrekt binnen de termijn bepaald bij artikel R.187ter-8, § 2, derde lid.”.

Wat het eerste lid, 1°, betreft, is de aanvraag onvolledig als één van de stukken opgesomd in § 2 ontbreekt.”.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten*

Art. 2. In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt rubriek 74.30.03 aangevuld met volgende zin:

”Het begrip van piëzometer wordt verstaan in de zin van artikel R.187ter-1, 6°, van het reglementair deel van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.”.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2012 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de boring en de uitrusting van putten bestemd voor een toekomstige grondwaterwinning en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

Art. 3. In artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2012 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de boring en de uitrusting van putten bestemd voor een toekomstige grondwaterwinning en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2012 juli 4 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 2002 maart 11 betreffende de milieuvergunning worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden ”15 dagen” worden vervangen door de woorden ”twee werkdagen”;

2° bedoeld artikel wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

”Voor de toepassing van het eerste lid wordt onder ”werkdag” alle dagen verstaan, met uitzondering van zaterdag, zondag en wettelijke feestdagen.”.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 4. Dit besluit en artikel D.167bis van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, treden in werking tien dagen na de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Artikel D.396, 2°, van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, treedt in werking zes maanden na de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2018

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO